



Déclaration liminaire CTSD (en visio) du 9 avril 2020

Madame la Directrice Académique

Nous nous réunissons en CTSD sans avoir connaissance de votre projet de carte scolaire. Nous maintenons que les opérations de carte scolaire DOIVENT ÊTRE REPORTÉES après la crise.

Après les annonces du ministre, nous nous attendions à une augmentation des dotations à hauteur des besoins. Hélas, l'annonce du + 5 n'est pas une dotation suffisante sachant que les moins 4 ne sont pas compensées ! Pour notre département, nous avons la création d'un seul poste ! Le ministère n'a pas donné des moyens suffisants pour que la DSDEN 11 dispose de moyens pour faire les ouvertures de classes nécessaires, les ouvertures de postes de TR, de postes de RASED...

Cette annonce ne protège pas non plus des fermetures de classe.
Cette annonce ne revient pas sur tous les postes supprimés depuis des années.

Force Ouvrière a pris acte des paroles du Ministre qu'aucune fermeture n'interviendra dans les communes de moins de 5 000 habitants.
Le Ministre a, également, annoncé « *qu'aucune fermeture ne doit faire baisser le taux d'encadrement dans une commune de plus de 5000 habitants* ». Pour Force Ouvrière, dans chacune des écoles où serait prononcée une fermeture cela entraînerait de facto, une baisse du taux d'encadrement pour les écoles concernées. De plus, l'absence de création de postes de RASED, de remplaçants et dans l'enseignement spécialisé n'améliore pas la situation.

Les classes étant à l'éducation nationale, ce que les lits sont à l'hôpital, le SNUDI FO 11 demande qu'aucune mesure de fermeture ne soit décidée et que l'on procède à toutes les ouvertures demandées et nécessaires.

Aujourd'hui, les personnels de l'Education Nationale ne veulent pas que les opérations de la carte scolaire continuent comme si de rien n'était ! Ce qu'ils veulent aujourd'hui c'est l'annulation des fermetures de classes envisagées, l'ouverture de toutes les classes nécessaires, mais aussi la création de postes de remplaçants, d'enseignants spécialisés à hauteur des besoins et l'augmentation des quotités de décharge de direction. Ce qu'ils veulent c'est l'annulation de toutes les suppressions de postes et redéploiements envisagés et des créations de postes en urgence d'enseignants, administratifs, PsyEN, CPE, personnels de direction, assistantes sociales, infirmières, médecins de l'Éducation nationale et personnels de laboratoire.

Qu'on se le dise : la colère gronde chez les salariés de ce pays y compris chez les personnels de l'Education Nationale. Personne n'a oublié que depuis 2003, plus de

100 000 lits d'hôpitaux ont été fermés dont 4 178 rien que pour cette année ; personne n'a oublié que le gouvernement a apporté une fin de non-recevoir à la grève des urgentistes qui revendiquaient plus de lits, plus de postes. Les salariés comprennent qu'ils ont eu raison de faire grève pour réclamer l'abandon de toutes ces contre-réformes qui ont détruit les services publics.

Postes, statuts, salaires, services publics... quelles que soient les circonstances, la FNEC FP FO ne renoncera à aucune revendication et surtout pas au nom d'une quelconque « unité nationale » avec ce gouvernement qui s'en prend méthodiquement à tous nos acquis sociaux. Il faut satisfaire les revendications immédiatement !

Je vous remercie de votre attention.